

Initiatives ministérielles

Le tourisme engendre des recettes de 200 millions par an dans la seule région du Nord proche et de 1 milliard dans le nord de l'Ontario. Pourtant, le gouvernement, par ses mesures, continue de négliger cette industrie vitale et de mettre son existence en danger.

En 1989, notre balance des paiements dans ce domaine a enregistré un déficit sans précédent de 3 milliards de dollars. Qui pis est, la part canadienne du tourisme mondial a baissé de moitié depuis dix ans. Or, notre gouvernement nuit à la compétitivité de notre industrie touristique en augmentant ses coûts d'au moins 7 p. 100.

Pourquoi les Canadiens visiteraient-ils leur propre pays lorsqu'ils peuvent en obtenir davantage pour leur argent au sud de la frontière? À l'exception de la Colombie-Britannique, dans toutes les provinces l'an dernier le tourisme a enregistré une baisse marquée.

Suite au démantèlement des industries de la défense dans le monde entier et à l'ouverture du bloc de l'Est, le tourisme deviendra rapidement la plus grande industrie du monde dans les années 1990. Avec ses beautés naturelles et ses paysages à vous couper le souffle, le Canada est très bien placé pour accroître sa part du marché.

Cela ne peut se produire que si nous offrons un bon produit à des prix concurrentiels, et si nous entreprenons une promotion plus efficace. Cependant, le tourisme est une industrie très sensible aux prix. Il ne fait aucun doute que si la TPS est adoptée, cela va paralyser cette industrie.

Et une promotion plus efficace? Quand le gouvernement réduit le budget du tourisme de 35 à 20 millions de dollars et pourtant fournit 30 millions de dollars d'aide à McDonnell Douglas de Toronto, il nous faut remettre en question les priorités du gouvernement.

Les réductions apportées au service de VIA Rail en sont encore un autre exemple. Le gouvernement croit aider les habitants du nord de l'Ontario en augmentant le prix de leur billet de train, puis en supprimant ce train. Et les réductions apportées au programme d'assurance-chômage? De nombreuses industries sont par nature saisonnières dans le Nord, en particulier le tourisme. Pourtant, le gouvernement a rendu plus strictes les conditions à remplir pour avoir droit aux primes, et lorsqu'on y a droit, on touche moins.

On pourrait penser que les chômeurs peuvent se recycler ou acquérir une formation supplémentaire. Eh bien, le gouvernement veut imposer une taxe sur les livres que ces gens devront utiliser pour se recycler. C'est une taxe qui frappe les gens qui veulent se perfectionner. Où est la logique dans tout cela? Où est la logique quand ce sont les Canadiens qui peuvent le moins se le permettre qui

feront les frais de la plus importante réduction des impôts sur les sociétés de l'histoire du Canada? Est-ce le genre de développement que le gouvernement prévoit pour le Nord?

Nous avons entendu tous les propos verbeux sur la nécessité d'établir un dialogue et des échanges commerciaux entre le Nord et le Sud. Pourquoi ne considère-t-on pas les échanges entre le Nord et le Sud dans notre propre pays et ne voyons-nous pas les inégalités régionales? Quand le Nord aura-t-il la priorité qu'il mérite? Pour les habitants du nord de l'Ontario et du Nord en général, la TPS n'est pas seulement la taxe sur les produits et services mais signifie plutôt très clairement la taxe pour passer au Sud.

M. Lawrence MacAulay (Cardigan): Monsieur le Président, c'est avec grand plaisir que je participe au débat ce soir et que je fait part à la Chambre des préoccupations de l'Île-du-Prince-Édouard, et notamment de Cardigan. Mes électeurs sont très inquiets au sujet de cette taxe régressive.

Je représente une région surtout rurale, où domine l'exploitation familiale, où l'on mène une vie un peu moins agitée que dans les centres urbains que l'on retrouve dans d'autres circonscriptions du pays.

Le gouvernement semble croire que les Prince-Édouardiens et les Canadiens de l'Atlantique savent tirer meilleur parti de leur argent que quiconque au Canada, car nous avons été appelés à faire des miracles avec nos dollars pour accéder au même niveau de vie que les autres Canadiens.

La TPS est une mesure inflationniste qui fera monter les taux d'intérêt et aggravera le chômage. Oui, c'est une mesure typique d'un gouvernement conservateur au service de la finance. Mes électeurs n'en sont pas étonnés. À l'instar des autres régions du Canada atlantique, nous, de l'Île-du-Prince-Édouard, sommes habitués à la canonnade du gouvernement qui a pris la forme de réductions de dépenses et d'augmentations de taxes. Les réductions chez VIA Rail nous ont fait perdre notre service par autocar à destination du continent. Notre base militaire, qui fournissait 1 300 emplois et injectait 62 millions de dollars dans notre économie, doit fermer. On a réduit le financement de l'enseignement postsecondaire, de l'assurance-maladie et des services hospitaliers. Le Programme du paiement anticipé des récoltes n'offre plus de paiements sans intérêt. L'Île-du-Prince-Édouard perdra plus de 15 millions de dollars en prestations d'assurance-chômage et cela, à un moment où l'avenir de notre industrie halieutique est incertain. Désormais, les Prince-Édouardiens devront payer une nouvelle taxe sur presque tout ce qu'ils achètent, à partir des maisons